



Assemblée générale

Distr. générale
17 mars 2022
Français
Original : anglais

Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Rapport sur le Forum mondial de l'espace ONU/Autriche : « L'espace au service de l'action climatique »

(En ligne, 7-9 décembre 2021)

I. Introduction

1. Le Bureau des affaires spatiales et l'Autriche ont coorganisé le Forum mondial de l'espace sur le thème « L'espace au service de l'action climatique », qui s'est tenu sous la forme d'une réunion en ligne du 7 au 9 décembre 2021.
2. Le Forum a permis à des représentantes et représentants de la communauté spatiale d'examiner les activités en cours et à venir sur le thème de l'espace au service de l'action climatique, et a facilité les échanges sur les pratiques exemplaires et la coopération entre les parties prenantes à l'appui de l'objectif de développement durable n° 13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions).
3. En raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Forum, qui devait initialement se dérouler à Vienne, s'est tenu en ligne. Il était coorganisé par le Ministère fédéral autrichien de la protection du climat, de l'environnement, de l'énergie, de la mobilité, de l'innovation et de la technologie et par le Ministère fédéral autrichien des affaires européennes et internationales.
4. Le présent rapport expose le contexte, les objectifs et le programme du Forum, dresse un compte rendu des séances et résume les observations et les recommandations qui ont été formulées.

II. Contexte et objectifs

5. Inauguré à Vienne en novembre 2019 (voir [A/AC.105/1219](#)), le Forum mondial de l'espace est une série de manifestations qui sont organisées par l'ONU en application des recommandations formulées lors de quatre forums de haut niveau tenus entre 2015 et 2018. Ces forums ont montré qu'un nombre croissant d'acteurs souhaitaient de plus en plus débattre de l'avenir de la coopération spatiale et internationale dans le cadre des quatre piliers suivants : économie spatiale, société spatiale, accessibilité de l'espace et diplomatie spatiale.



6. En organisant le Forum mondial de l'espace, l'ONU cherche à tirer parti de solutions novatrices et d'évolutions techniques pour atteindre les objectifs de développement durable. L'attention se porte de plus en plus sur les possibilités extraordinaires qu'offrent les techniques spatiales dans ce domaine. S'appuyant sur les résultats du cinquantenaire de la Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE+50) et profitant de la dynamique que cet anniversaire a créée, le Forum visait à faire en sorte que le dialogue actuellement engagé au sein de la communauté spatiale tienne pleinement compte des aspects de la coopération internationale qui relèvent de la politique, du droit et du renforcement des capacités, au service de l'action climatique.

7. Comme il en a été convenu au Forum de haut niveau ONU/Émirats arabes unis sur l'espace comme moteur de développement socioéconomique durable (voir [A/AC.105/1165](#)), tenu en 2017, la série de forums de haut niveau, rebaptisée « Forum mondial de l'espace » en 2019, a continué de favoriser les échanges entre les gouvernements, les organisations internationales, les industriels, le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile afin d'établir un pont entre les quatre piliers d'UNISPACE+50 et le programme « Espace 2030 ».

8. Le présent Forum portait spécifiquement sur le rôle du secteur spatial dans la réalisation de l'objectif de développement durable n° 13 et a permis d'étudier les activités internationales qui visent à maximiser les répercussions de l'utilisation des biens spatiaux. En facilitant les échanges sur les pratiques exemplaires et en renforçant la collaboration interinstitutions au service de l'action climatique, les sciences et techniques spatiales pourront finalement être appliquées plus couramment et constituer des outils essentiels face à la crise climatique.

III. Participation

9. Le Forum s'est déroulé en ligne et a rassemblé des participantes et participants issus d'organisations et d'institutions nationales, régionales et internationales des secteurs public et privé, y compris des responsables d'organismes publics, des hautes et hauts fonctionnaires d'organismes régionaux et internationaux, des représentantes, représentants, expertes et experts d'organismes des Nations Unies, des expertes et experts issus de la communauté spatiale, du monde universitaire et de centres d'excellence internationaux, des responsables politiques, des chercheuses et chercheurs concernés par l'utilisation des techniques spatiales, des représentantes et représentants du secteur privé actifs ou non dans le domaine spatial et des personnalités de la société civile.

10. Au total, 540 personnes, dont 42 % de femmes, se sont inscrites pour participer au Forum et ont eu accès à la plateforme de communication en ligne.

11. Parmi ces personnes figuraient plusieurs membres de la communauté diplomatique, y compris des représentantes et représentants de missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne. Des représentantes et représentants des agences spatiales suivantes étaient également présents : Agence autrichienne de promotion de la recherche, Agence japonaise d'exploration aérospatiale (JAXA), Agence nationale bahreïnienne des sciences spatiales, Agence nationale nigériane pour la recherche-développement dans le domaine spatial, Agence spatiale allemande, Agence spatiale brésilienne, Agence spatiale canadienne, Agence spatiale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Agence spatiale égyptienne, Agence spatiale européenne, Agence spatiale israélienne, Agence spatiale italienne, Agence spatiale kényane, Agence spatiale mexicaine, Agence spatiale norvégienne, Agence spatiale paraguayenne, Agence spatiale philippine, Agence spatiale portugaise, Agence spatiale rwandaise, Agence spatiale turque, Agence thaïlandaise pour le développement de la géo-informatique et des techniques spatiales, Centre iranien de recherche spatiale, Institut éthiopien des sciences et technologies spatiales, Institut national indonésien de l'aéronautique et de l'espace et National Aeronautics and Space Administration des États-Unis (NASA).

12. Les 87 États Membres suivants étaient représentés : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Canada, Chili, Chine, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Lettonie, Liban, Luxembourg, Malaisie, Mali, Maroc, Mexique, Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Ouzbékistan, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchéquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Zambie et Zimbabwe.

IV. Programme

13. Le programme du Forum a été établi par le Bureau des affaires spatiales, en collaboration avec le Ministère fédéral autrichien de la protection du climat, de l'environnement, de l'énergie, de la mobilité, de l'innovation et de la technologie et du Ministère fédéral autrichien des affaires européennes et internationales.

14. Le Forum s'est ouvert par un débat de haut niveau, au cours duquel des observations liminaires ont été formulées par la Ministre fédérale autrichienne de la protection du climat, de l'environnement, de l'énergie, de la mobilité, de l'innovation et de la technologie, par le Secrétaire d'État chargé des sciences, de la recherche et de l'innovation du Royaume-Uni et par la Directrice du Bureau des affaires spatiales. La séance d'ouverture s'est achevée par un message vidéo d'un représentant de la Direction générale de la défense, de l'industrie et de l'espace de la Commission européenne, et de Nicole Stott, ancienne astronaute de la NASA.

15. La séance d'ouverture a été suivie d'une table ronde sur le rôle essentiel que peuvent jouer les agences spatiales dans le cadre d'une approche unifiée de la lutte contre les changements climatiques. Des représentantes et représentants de l'Agence nationale nigériane pour la recherche-développement dans le domaine spatial, de l'Agence spatiale du Royaume-Uni, de l'Agence spatiale européenne, de l'Agence spatiale philippine, de la JAXA et de la NASA ont participé à cette table ronde.

16. Les échanges entre experts, qui étaient consacrés à l'espace au service de l'action climatique pendant les trois jours suivants, ont porté sur les thèmes ci-après : partenariats, coordination et coopération ; point de vue des jeunes sur la question des techniques spatiales au service de l'action climatique ; point de vue des fournisseurs sur les solutions spatiales pour l'action climatique ; besoins et point de vue des utilisateurs des solutions spatiales pour l'action climatique ; exemples et initiatives concluantes ; recommandations et approches novatrices. La dernière séance a permis de présenter une synthèse et des perspectives générales.

17. Grâce à l'appui de la Chambre économique autrichienne, il a été possible de proposer des séances de prise de contact en ligne. Facilités par une plateforme en ligne spécialisée, des rendez-vous individuels ont été organisés pour permettre un échange de vues et d'idées afin de trouver des possibilités de mise en réseau et de nouveaux partenaires pour une éventuelle coopération.

18. À la séance de clôture, une synthèse des séances thématiques a été présentée, une déclaration de haut niveau a été prononcée par le Directeur du Centre pour le développement durable de l'Université Columbia (États-Unis), Jeffrey Sachs, champion des objectifs de développement durable, et des observations finales ont été formulées par la Directrice générale chargée de l'innovation et de la technologie au Ministère autrichien de la protection du climat, de l'environnement, de l'énergie, de la mobilité, de l'innovation et de la technologie et par la Directrice du Bureau des affaires spatiales.

19. Les enregistrements vidéo de toutes les séances et présentations sont disponibles sur le site Web du Bureau des affaires spatiales (www.unoosa.org).

V. Résumé du programme du Forum

20. Le point de départ de la séance consacrée au rôle essentiel que peuvent jouer les agences spatiales dans le cadre d'une approche unifiée de la lutte contre les changements climatiques était l'évaluation du Secrétaire général selon laquelle la crise climatique est un défi multilatéral, qui ne peut être relevé que par une coordination et une coopération d'une envergure encore inédite. Les participantes et participants ont étudié comment la collaboration entre les agences spatiales pourrait être renforcée et comment celles-ci pourraient appuyer le Bureau des affaires spatiales dans ses activités futures pour atteindre l'objectif de développement durable n° 13.

21. Les représentantes et représentants des agences spatiales ont mis l'accent sur diverses activités dans le domaine de l'action climatique et ont souligné que, même si les avantages de l'application des techniques spatiales à la recherche sur le climat, à la surveillance du climat et à la mise en œuvre des politiques climatiques étaient connus, ces techniques restaient sous-utilisées. Les participantes et participants ont également souligné qu'il ne fallait pas se limiter à la surveillance et à l'observation et qu'il fallait accorder plus d'importance à l'action.

22. Un grand nombre de projets et d'initiatives de coopération multilatérale sont actuellement mis en œuvre dans le secteur spatial. La première séance, intitulée « Partenariats, coordination et coopération internationale », a donc permis de présenter des exemples d'initiatives de coopération et de partenariats internationaux solides, dans le cadre desquels les avantages des techniques spatiales sont exploités au service de l'action climatique.

23. Les intervenants ont souligné l'importance de la coopération internationale et ont mis en exergue diverses activités en cours dans le domaine de la surveillance, de l'observation et des mesures. Il a été noté que toute activité ou politique spatiales au service de l'action climatique devait être menée au titre de missions existantes découlant de l'Accord de Paris ou des objectifs de développement durable, et qu'il importait de veiller à ce que ces démarches ne fassent pas double emploi avec les actions existantes.

24. Vu qu'il y a aujourd'hui 1,8 milliard de personnes âgées de 10 à 24 ans dans le monde, soit la génération de jeunes la plus nombreuse de toute l'histoire, une séance du Forum était consacrée au point de vue des jeunes sur la question des techniques spatiales au service de l'action climatique. Pendant cette séance, des représentantes et des représentants des jeunes ont examiné comment les données et les techniques spatiales pouvaient être utilisées pour surveiller le climat et pour mettre en œuvre des solutions efficaces à l'appui de la neutralité climatique, et comment les jeunes pourraient participer aux activités spatiales qui sont au service de l'action climatique.

25. En outre, des participantes et des participants ont souligné que les questions climatiques ne peuvent être traitées isolément, car elles ont de graves répercussions sur la société et la politique, surtout pour les jeunes. La séance a permis de présenter des travaux menés par des jeunes dans le secteur spatial et les perspectives qu'offrent les données satellitaires pour l'établissement de liens entre les différentes populations et sociétés afin de faciliter l'action climatique. Les intervenants ont souligné qu'il fallait entendre les jeunes et que des représentantes et représentants des peuples autochtones et des populations locales devaient être invités à des forums internationaux de manière à renforcer la coopération.

26. L'un des objectifs généraux du Forum était de rapprocher les fournisseurs et les utilisateurs et de mettre en lumière les différents besoins et exigences selon des perspectives distinctes. Les deuxième et troisième séances, consacrées respectivement au point de vue des fournisseurs sur les solutions spatiales pour l'action climatique et aux besoins et au point de vue des utilisateurs de ces solutions, ont permis non seulement de présenter des exemples précis de contribution des activités spatiales à l'action climatique, mais aussi de bien comprendre le point de vue des utilisateurs sur la question.

27. Lors de la quatrième séance, des initiatives concluantes ont été décrites pour mettre en évidence des exemples de pratiques exemplaires, afin de montrer comment les biens spatiaux pourraient contribuer à atteindre l'objectif de développement durable n° 13.

28. La cinquième et dernière séance thématique, consacrée aux recommandations et aux approches novatrices, a permis de présenter explicitement d'éventuelles approches pour l'avenir, et a mis en lumière les possibilités de stimuler la coopération et d'encourager les partenariats en matière spatiale afin de relever les défis auxquels l'humanité doit faire face et de s'attaquer aux obstacles qui entravent le développement durable.

29. Quatre séances de prise de contact ont également eu lieu pendant le Forum. Elles ont permis à des participantes et à des participants d'organiser des rendez-vous individuels afin de procéder à des échanges de vues sur des partenariats éventuels et sur des perspectives de coopération.

VI. Observations et recommandations

30. Les observations et les recommandations suivantes ont été faites au cours des débats organisés pendant le Forum.

31. L'action climatique exige de mieux connaître la situation climatique et les différentes causes des changements climatiques, ce qui est fondamentalement possible dans le monde entier si l'on utilise les technologies satellitaires. À cet égard, le Bureau des affaires spatiales est considéré comme le coordonnateur principal des activités destinées à favoriser l'utilisation et l'application des techniques spatiales dans le cadre des mesures à prendre pour atteindre l'objectif de développement durable n° 13.

32. Vu l'importance que revêtent pour l'action climatique les données scientifiques produites par l'infrastructure spatiale, des participantes et des participants ont déclaré qu'il fallait accélérer la coopération en matière de surveillance des gaz à effet de serre et mettre au point de nouvelles applications à partir des connaissances acquises grâce aux techniques spatiales. En outre, la transparence et l'interopérabilité des données et l'accessibilité des plateformes de données sont considérées comme des objectifs essentiels à atteindre pour que les techniques spatiales puissent être utilisées de manière coordonnée et fructueuse au service de l'action climatique dans le monde entier.

33. Des intervenants ont également souligné qu'il importait de renforcer les capacités d'utilisation des données spatiales au service de l'action climatique, notamment en intensifiant les transferts de connaissances entre les différents secteurs pour tirer parti des synergies à l'échelle nationale et internationale.

34. Des participantes et des participants ont jugé souhaitable de promouvoir des projets communs entre le Bureau des affaires spatiales et des mouvements de jeunesse afin de mieux prendre en compte la voix des jeunes. À cet égard, des participantes et des participants ont notamment salué le projet « L'espace pour les jeunes » du Bureau des affaires spatiales. En outre, ils ont recommandé de consacrer plus d'efforts au développement des compétences sur l'espace et les données, en particulier pour les professions dont les membres agissent pour atténuer les changements climatiques.

35. Des participantes et des participants ont recommandé de créer des groupes de travail spéciaux, où des jeunes seraient représentés, afin de permettre des interventions, une collaboration et des recherches sur des sujets qui reflètent leurs intérêts et leurs besoins particuliers.

36. Des intervenants ont préconisé une intensification des transferts de connaissances, conjuguée à un soutien et à une collaboration pour la mise en œuvre d'activités spatiales au service de l'action climatique, notamment par une participation accrue de plusieurs secteurs afin de favoriser les synergies à l'échelle nationale et internationale. À cet égard, des participantes et des participants se sont félicités des possibilités de mise en réseau qui étaient offertes pendant le Forum et ont recommandé que des dispositions similaires soient prises pour de futures manifestations.

37. Plusieurs participantes et participants ont souligné l'importance de disposer d'une structure de données ouverte, qui est indispensable pour promouvoir des solutions concrètes. Le rôle de l'ONU, acteur impartial qui peut faciliter des négociations visant à améliorer l'interopérabilité des formats de données spatiales pour l'action climatique, a été mis en évidence.

38. En outre, des participantes et des participants ont souligné l'importance de faciliter la création d'une base de données spatiales neutre et précise au service de l'action climatique, et la nécessité d'un appui supplémentaire pour accéder aux données et pour concevoir des formations sur leur utilisation et leur intégration dans des projets d'action climatique.

39. Les forums internationaux qui ont trait aux changements climatiques restent essentiels pour mettre en évidence l'importance des techniques et des applications spatiales pour l'action climatique. Les initiatives en ce sens doivent se poursuivre, le Bureau des affaires spatiales pouvant ainsi donner des informations aux décideurs.

40. Plusieurs participantes et participants ont souligné qu'il fallait mettre en œuvre des projets novateurs consacrés à l'espace au service de l'action climatique en tirant parti des structures existantes et des démarches déjà engagées à l'échelle internationale. À cet égard, le projet de coopération entre le Bureau des affaires spatiales et le Royaume-Uni qui vise à recenser l'ensemble des initiatives spatiales contribuant à l'action climatique et qui a été annoncé lors du Forum a été salué, car il constitue un effort important d'analyse des carences, dont le but est d'éviter les doubles emplois et les activités parallèles.

41. Des participantes et des participants ont jugé que le Bureau des affaires spatiales pourrait servir d'entité hôte pour un centre mondial consacré à l'espace au service de l'action climatique, qui pallierait les carences répertoriées dans l'analyse susmentionnée.

42. Le renforcement des capacités et la conception de formations à l'aide d'études de cas, de directives point par point ou de pratiques recommandées ont été approuvés. Il a été souligné que l'appui offert par les pratiques recommandées qui sont accessibles dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER) était une solution concrète qui pouvait servir de référence pour la conception d'outils comparables dans le domaine de l'espace au service de l'action climatique.

43. En dépit des ressources limitées dont elles disposent actuellement, les organisations internationales, plateformes importantes et neutres au sein du système multilatéral, devraient continuer de ne ménager aucun effort pour réunir toutes les parties prenantes afin de trouver des solutions communes pour mettre en œuvre les projets spatiaux qui sont au service de l'action climatique. Des participantes et des participants ont recommandé d'organiser des activités de suivi pour que des discussions puissent avoir lieu sur des sujets particuliers, et se sont réjouis que l'Autriche ait annoncé la tenue d'un atelier sur le thème « Tirer parti des possibilités de l'espace pour contribuer à l'action climatique ».

44. Plusieurs intervenants ont souligné l'importance d'une sensibilisation accrue et d'une meilleure information des États Membres sur le grand rôle que jouent les techniques spatiales, en particulier pour les mesures d'adaptation et de résilience face aux changements climatiques qui sont mises en œuvre pour des projets précis dans des domaines comme l'agriculture, l'utilisation des terres, l'aménagement du territoire, la biodiversité ou l'énergie.

45. À cet égard, il a été noté qu'il importait de promouvoir les initiatives et les actions fructueuses qui avaient été engagées. Il a été recommandé d'envisager la création de prix et l'organisation de cérémonies de remise de prix spéciales pour les initiatives, afin de mettre au premier plan les infrastructures et les services existants qui jouent un rôle dans l'action climatique.

46. En outre, plusieurs participantes et participants ont exprimé le souhait que des formations pratiques et des activités de renforcement des capacités, par exemple des hackathons, soient organisées, afin de présenter des initiatives concluantes dans divers secteurs et de mettre les idées en pratique.

47. Il a été jugé que les réseaux d'experts et de professionnels qui permettent de poursuivre les discussions étaient essentiels pour faire progresser les débats et maintenir la dynamique. À cet égard, l'importance des structures et des mécanismes existants qui favorisent les échanges et les prises de contact a été soulignée.

48. Afin de tirer le meilleur parti des applications spatiales pour l'action climatique, des intervenants ont recommandé d'intégrer des innovations techniques comme l'intelligence artificielle, la chaîne de blocs ou l'informatique en nuage aux activités du Bureau des affaires spatiales, en vue d'appuyer des approches novatrices en matière d'extraction, de préparation et de fourniture de données.

VII. Conclusions

49. Le Forum mondial de l'espace ONU/Autriche sur le thème « L'espace au service de l'action climatique » a permis de faire progresser le débat sur l'avenir des techniques spatiales au service de l'action climatique et sur le renforcement de la coopération internationale.

50. En ouvrant la possibilité d'une surveillance en haute résolution et à grande échelle, les capacités de télédétection des satellites ont permis de recueillir des données cohérentes et continues sur de nombreuses années pour toute la Terre. Ces outils sont justement nécessaires pour comparer les causes, les effets et l'évolution des changements climatiques dans le monde entier, afin que l'action climatique soit efficace, éclairée et multipartite. Des données permettant de mieux comprendre et de prévoir plus précisément l'évolution du climat sont indispensables pour améliorer les mesures d'atténuation, d'adaptation et de résilience et l'estimation des risques.

51. En outre, les biens spatiaux ne présentent pas seulement un intérêt pour la surveillance et la modélisation. Les satellites et les données satellitaires jouent en effet un rôle essentiel dans l'élaboration de solutions novatrices. Parmi les domaines où les techniques spatiales sont largement utilisées, on peut citer les villes intelligentes, l'agriculture de précision, les chaînes logistiques et les systèmes de transport efficaces, la connectivité mondiale et la gestion des catastrophes.

52. À cet égard, le Forum a été une excellente occasion pour les parties prenantes de se pencher sur les activités actuelles et futures pour lesquelles l'espace est au service de l'action climatique. Il a également facilité les échanges sur les pratiques exemplaires et la coopération entre toutes les parties prenantes, afin de contribuer à atteindre l'objectif de développement durable n° 13.

53. Le Forum a rassemblé des experts et des décideurs issus d'institutions régionales, nationales et locales, d'organismes privés, d'universités, d'organisations non gouvernementales et d'organisations internationales afin d'établir un dialogue véritablement multiforme, multilatéral et ouvert à tous sur l'espace au service de l'action climatique.

54. Grâce au soutien généreux de l'Autriche et à l'aide fournie par la Chambre économique autrichienne, des séances de prise de contact en ligne ont été proposées dans le cadre du Forum. Elles ont permis de développer la collaboration et ont servi de passerelle entre utilisateurs et fournisseurs.

55. L'Autriche a annoncé qu'elle continuerait de soutenir le Forum et qu'elle avait l'intention de l'accueillir à nouveau en 2022, à Vienne.
